

COMMUNIQUÉ

NOUS, PROFESSIONNELS du soin, du travail social, de l'éducation, de la justice, de l'information, de la culture et de la recherche, avons depuis trois ans attiré l'attention des pouvoirs publics et des citoyens sur les conséquences sociales désastreuses de l'introduction d'une culture issue du capitalisme financier dans nos pratiques de services publics et associatifs.

Une pétition, mise en ligne le 9 janvier 2009, a recueilli près de 90 000 signatures, se faisant l'écho de la colère, de la souffrance et du chagrin de milliers de professionnels des services publics et associatifs qui voyaient leur mission pour le Bien Commun détournée et instrumentalisée par des procédures standardisées tirées du *New Public Management*. Toutes visent à les conduire à ne plus penser ni réaliser leurs actes professionnels qu'en termes marchands et financiers. Malgré le caractère inadapté de cette nouvelle vision idéologique des services publics et associatifs, ce dispositif a été imposé très largement pour normaliser aussi bien les professionnels devenus des « ressources humaines », que les citoyens auxquels ces services sont rendus, les nouvelles formes de l'évaluation, cette « nouvelle façon de donner des ordres », en étant devenues les outils privilégiés.

Nos publications : *L'Appel des appels. Pour une insurrection des consciences (2009)*, *La Folie évaluation. Les nouvelles fabriques de la servitude (2011)*; *Politique des métiers. Manifeste (2011)*, analysent les logiques de formatage et de contrôle social qui détruisent le « cœur de métiers » au service de « l'humanité dans l'homme ». Elles dénoncent également, sous l'effet des nouvelles formes de *management* par la peur et le risque, la dégénérescence de la Démocratie en démocratie d'expertise et d'opinion et à l'érosion permanente des protections sociales. Au lieu de voir l'État et le pouvoir politique contrôler la finance débridée, après la crise de 2008, c'est la finance qui dicte leur conduite aux États, par l'intermédiaire notamment des agences de notation, (agences qui se sont pourtant discréditées en se révélant incapables de prévoir la crise des *subprimes*). Cette dictature financière s'exerce au mépris même de toute participation des Parlements nationaux et européen, au mépris des citoyens eux-mêmes dont toute consultation directe semble désormais inimaginable ! De l'école maternelle à la gouvernance des États, le « pilotage par les chiffres » permet au nom des « notations » de rentabilité immédiate de soumettre les citoyens, les peuples et leurs représentants.

Nos journées régionales et nationales en 2009, 2010 et récemment, en octobre 2011, ont amplement témoigné de cette *crise de civilisation*. À chaque fois elles ont rassemblé des

citoyens, des syndicats et des associations désireux de rapporter, d'échanger, de comprendre, pour construire ensemble de nouvelles conditions sociales, culturelles et politiques permettant de re-fabriquer du collectif, de renouveler le lien social et de retrouver la Démocratie.

Le très large écho rencontré par les initiatives de l'Appel des appels auprès des citoyens, ses travaux de recherches et ses mobilisations lors de journées réunissant des professionnels du travail social, de l'éducation, de la santé, de la recherche, de la justice, de l'information et de la culture, montrent que cette interprétation est juste et qu'elle a touché la vérité de l'époque. Ce succès nous autorise aujourd'hui à interpeller solennellement les candidats aux élections présidentielles et législatives de notre pays comme des autres pays européens. Sont-ils prêts à s'opposer clairement aux techniques de management et dispositifs de contrôle importés du capitalisme financier qui conduisent les concitoyens à perdre confiance dans la Démocratie, qui nourrissent le cynisme, l'opportunisme et la débrouille, terreaux de la montée des populismes.

L'Appel des Appels propose à tous les intéressés d'intervenir pour que s'élabore une expression massive permettant qu'un référendum portant sur l'organisation démocratique de notre « vivre ensemble » soit engagé au niveau national comme au niveau européen - et cela serait une grande première - afin :

- que les professionnels puissent faire leur métier selon les finalités et les principes qui l'ont créé, qu'ils reprennent en partenariat avec les usagers le contrôle de leurs champs professionnels.
- que les mutuelles et les associations délégataires tout comme les services publics proprement dits soient protégés, en raison même de leurs missions d'intérêt général et non-économiques, des **critères concurrentiels, sélectifs et anti-solidaires du marché**.
- que le « vivre ensemble » donne à chaque humain la garantie que, quels que soient les circonstances et les aléas de sa propre vie, il pourra compter sur la solidarité sociale pour assurer sa subsistance et celle de ceux dont il a la charge. Qu'en contrepartie chacun des « semblables » accepte une *implication* dans le social, qu'il soit invité à s'engager dans une responsabilité citoyenne de décision ou d'action.

Les textes de loi votés en 2011 après de longues années de mobilisation de la société civile permettent désormais que le futur Parlement national, quelle que soit sa majorité politique, le Parlement Européen, le Comité Économique, Social et Environnemental se **saisissent obligatoirement du contenu** de pétitions citoyennes lorsque celles-ci rassemblent un nombre*

significatif de citoyennes et de citoyens.

L'Appel des appels invite donc tous les professionnels, tous les regroupements associatifs et mutualistes, tous les citoyens épris du Bien Commun national et communautaire à faire connaître ce communiqué et cette proposition d'expression massive **pour l'organisation en 2012 de référendums aux échelons national et européen visant à réinstaurer démocratiquement le « vivre ensemble »**.

C'est en ce sens que nous nous adressons en France aux candidats aux prochaines échéances électorales et invitons au niveau européen tous ceux qui partagent nos valeurs et nos engagements à nous rejoindre pour travailler ensemble à réaliser, comme disait Jaurès, cette humanité « qui n'existe point encore ou qui existe à peine ».

Communiqué de l'Appel des appels, le 9 janvier 2012.

Pour le Bureau, Julie Caupenne et Roland Gori.

*500 000 signatures pour que le Comité Économique, Social et Environnemental (CESE) rende obligatoirement un avis, 1 million de signatures dans au moins 7 pays adhérents pour que la Commission européenne fasse obligatoirement une proposition, un cinquième des électeurs inscrits (4,5 millions de signatures pour que l'Assemblée nationale française décide d'un référendum sur le sujet).